

FLN : LE PACTE RND-PT SECOUE L'ALLIANCE PRÉSIDENTIELLE

Belkhadem ouvre le feu sur Ouyahia

Abdelaziz Belkhadem n'a pas du tout apprécié l'alliance RND-PT en prévision des sénatoriales du 29 décembre. «On se pose des questions sur cette alliance contre nature» !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ainsi que le secrétaire général du FLN a exprimé son «dépit», jeudi dernier, lors d'une conférence de presse clôturant la session du conseil national du parti à Zéralda. «Les alliances ne nous font pas peur pour la simple raison que, numériquement, nous partons favoris pour les sénatoriales et nous gagnerons aisément. Mais bon, ils se sont alliés, grand bien leur fasse,

mais j'estime toutefois que les alliances politiques doivent être naturelles». Dans l'histoire, bien sûr, c'es le RND de Ahmed Ouyahia qui est visé «un parti né avec des cheveux blancs», ironise Belkhadem en parlant du «frère» ennemi sans le nommer. «Nous sommes dans une alliance présidentielle», tenait à rappeler le secrétaire général du FLN, avant d'ajouter : «Nous nous posons vraiment des questions sur

cette alliance contre nature». L'alliance présidentielle tripartite a-t-elle vécu ? Belkhadem lâchera, en tout cas, cette phrase lourde de sens «de cette alliance contre nature, nous en reparlerons le moment voulu».

Jusque-là, on avait plutôt coutume d'assister à des polémiques, parfois chaudes entre le RND et le MSP, sans grandes incidences sur la pérennité de «l'Alliance présidentielle». Mais dès lors qu'il s'agit, cette fois, d'une prise de becs entre le parti du Premier ministre et celui du... président,

l'on ne peut en effet que se poser des questions...

«Bouteflika préside, dirige et oriente le FLN»

Comme pour lever toute équivoque quant au patron «réel» du FLN, Belkhadem dira clairement : «Bien sûr, le président est informé du moindre détail s'agissant de l'activité du parti.» Les nouveaux statuts par exemple ? «Oui, je lui ai tout envoyé», répondra tout simplement l'également représentant personnel du président de la République. Et pour mettre fin au moindre soupçon

de doute, il précisera : «Bouteflika préside, dirige et oriente le parti. c'est tout à fait normal.» Et à plus forte raison quand il s'agit de préparer le congrès. L'homme fort du FLN, Abdelaziz Bouteflika, a déjà ordonné, et bien sûr obtenu, la réhabilitation des anciennes structures du parti, et a ordonné de «nettoyer» le fichier organique. Première victime : l'ancien président de l'APN et membre influent de la direction du parti, Amar Saïdani, définitivement écarté du FLN, comme en témoigne son absence lors de cette session.

K. A.



Photo : Samir Sid

SÉNATORIALES

Menasra à la rescousse de Belkhadem

Le président du Mouvement pour la prédication et le changement, Abdelmadjid Menasra, s'est rendu jeudi dernier au siège du FLN où il a rencontré Abdelaziz Belkhadem. Selon une source bien informée, «Abdelmadjid Menasra aurait proposé ses services au SG du FLN à l'occasion des sénatoriales. Il a proposé de donner au FLN les voix de ses élus dissidents du MSP». Une réunion que l'entourage immédiat voulait tenir secrète, mais qui n'est pas passée inaperçue au vu de l'étonnement et des interrogations qu'elle a suscités chez ceux qui se trouvaient sur les lieux. On ne sait pas quelle est la contrepartie exigée d'une telle proposition, mais on imagine aisément que le dissident du MSP demanderait, au cas où un pacte avec le FLN serait contracté, que Belkhadem lui donne un coup de pouce pour l'obtention de l'agrément de son nouveau parti ou du moins la reconnaissance par Ziari, le président de l'APN, de son groupe parlementaire. Il semblerait que les partis en lice cherchent à contracter vaille que vaille des alliances même «contre nature» pour glaner le maximum de sièges au Sénat. Une bataille électorale qui sonne comme une guerre des tranchées, où tous les coups sont permis. Il est vrai qu'un duel à couteaux tirés se déroule entre le FLN et le RND, pour la présidence du Sénat, un poste qu'on dit convoité par le SG du FLN. On comprend, dès lors, l'enjeu de cette échéance qui tourne au combat de gladiateurs. Depuis quelques jours, on assiste à des pactes politiques

créant une certaine surprise et attestant d'une nouvelle distribution des cartes politiques. La hantise du FLN est de rester aux premières loges, voire de garder la tête du peloton dans les institutions élues, un gage de légitimité populaire qui lui garantit sa survie et sa pérennité, mais aussi qui lui permet de demeurer dans les bonnes grâces du président de la République, qui fait de la légitimité le maillon manquant, depuis 1999, à récupérer coûte que coûte. Quant au RND, il mène sa barque sur une mer houleuse, mais tout en essayant de bien manœuvrer pour arriver à bon port. Ses deux timoniers ne se privent pas de se tirer dans les pattes. D'abord, le pacte signé entre le PT et le RND qui fait ainsi faux bond au vieux parti, sûr d'être toujours «la locomotive» qui entraîne les autres, mais surtout d'être aux commandes. Le pacte politique, scellé le 15 décembre et composé de neuf points, dénote une particularité de taille. Le RND donne l'impression de se départir de ses propensions libérales s'agissant du système économique qui caractérise son projet pour prendre une option diamétralement opposée, mais plus humaine et plus sociale. Cela est on ne peut plus patent dans la loi de finances complémentaire de 2009 aux relents de patriotisme économique que le RND s'engage à honorer et à défendre contre les pressions internes ou externes dans le point 7 du pacte politique. L'aspect social, très présent dans le document, dénote d'une certaine rectification de tir de la part de la direction du parti d'Ouyahia, peut-

être pour être plus en adéquation avec le programme de Bouteflika. Chose qui mérite qu'on s'y attarde, car c'est là où tout se jouera dans les mois à venir. Qui du FLN ou du RND est réellement capable de porter ce programme jusqu'à la fin du troisième mandat de Bouteflika ? L'Alliance présidentielle en déconfiture, même si ceux qui la composent clament le contraire, a montré ses limites et s'est considérablement essouffée sous le coup des scissions et des dissensions, sans oublier les affaires de corruption qui touchent notamment le MSP. Le point 8 mérite une attention particulière, puisqu'il insiste sur la lutte contre la corruption. Des affaires éclaboussent le triumvirat et risquent de lui porter le coup de grâce. Louisa Hanoune avait dénoncé l'achat des voix ou le phénomène de la *chkara*, l'un des travers des milieux politiques algériens qui s'est transformé en mode de conduite et parfois même de gestion à l'intérieur des partis. A ce sujet, on apprend que les voix, à l'occasion des sénatoriales, sont monnayées contre la modique somme de 50 000 DA. Une pratique qui tend à se généraliser.

D'aucuns se sont demandés pourquoi Louisa Hanoune a opté pour le RND. La réponse que nous a fourni un proche de la direction du RND est déconcertante : «C'est une question d'engagement. A chaque élection, les partis vont à la chasse aux voix. Comme les sénatoriales se déroulent à un niveau local et de wilaya, nous avions estimé effectivement qu'il fallait contacter le PT et nous l'avons fait à la mi-novembre.

Au bout de plusieurs discussions, nous sommes arrivés à un accord qui nous agréé mutuellement. Ce qui rassure la SG du PT, c'est que notre accord n'est pas tacite, c'est un engagement écrit. Ceci pour dire que le PT s'est allié avec le FLN à Alger et Oran. Nous n'avons pas crié au loup ni à la trahison et on ne comprend vraiment pas cette levée de boucliers de la part des gens du FLN. Nous assumons parfaitement nos engagements et Ouyahia a les coudées franches pour le faire.» Le PT, avon-nous appris, offre au FLN 85 voix au candidat d'Alger.

Le FLN mise sur le RCD à Tizi-Ouzou et Béjaïa, nous dit-on, qui regroupe son plus grand contingent d'élus. Il a respectivement 200 élus dans la ville des Genêts et 113 dans la ville des Hamadides. Le FFS, qui a décidé de ne pas entrer dans la course électorale, est également très présent dans ces deux villes, avec 181 élus dans la première et 140 dans la deuxième. Le parti d'Aït Ahmed constitue un réservoir non négligeable de voix qui pourront être négociées, à titre individuel, avec les formations en lice. Même si cette élection se joue à guichets fermés entre les deux ténors de la politique, parfois l'imprévisible se produit. Celui qui vient bousculer «l'ordre établi», convaincu qu'il peut jouer dans la cour des grands, l'ayant prouvé lors des législatives en passant troisième force politique, est bien le FNA qui s'engage dans la bataille électorale dans 40 wilayas.

Il ne constitue pas pour l'instant un danger, mais peut très bien percer

en raflant un ou deux sièges, voire plus. Cela dépendra de sa capacité à ratisser des voix. Il a, au cours des législatives, pompé dans celles des grandes formations politiques.

Il faut savoir que pas moins de 15 809 élus APC/APW (nombre arrêté en 2007 suite aux élections locales) vont élire les sénateurs qui remplaceront le 29 décembre prochain le tiers des membres du Conseil de la nation. Le gros du lot concerne le FLN avec 28 membres sortants et le RND avec 17 membres. Le MSP ne perd que quatre sièges. Le nombre d'élus FLN est largement supérieur aux autres. Il cumule, à lui seul, 4 845 élus, le RND est deuxième avec 3 842.

L'ennemi juré des partis et qui a émergé de façon fulgurante, lors de ces élections, est la dispersion des voix, conséquence directe des doubles, voire des triples candidatures. A cet effet, nous avons appris que le FLN est très fortement touché par ce phénomène. Le parti fait face à la dissidence dans 23 wilayas. Les candidats de trois wilayas, a-t-on appris, ne seront pas sanctionnés. Il s'agit des wilayas de Blida, Médéa et Bouira.

Les dissidents des vingt autres villes, comme Oran, Tlemcen, Sétif ou encore Annaba et Chlef, tombent sous le coup de l'instruction d'exclusion émanant de Belkhadem. Le MSP est également concerné par la dissidence dans 17 wilayas. Le RND dont les militants sont, dit-on, plus disciplinés, est touché par la dissidence dans 6 wilayas.

Fatma Haouari

LOUISA HANOUNE, À PROPOS DE SON ACCORD AVEC LE RND :

«La réaction de Belkhadem nous étonne»

Louisa Hanoune persiste et signe : «L'accord avec le RND ne va pas s'arrêter aux seules élections sénatoriales.» Elle revendique pleinement le contrat politique entre les deux partis, mettant en avant cet argumentaire : «Le P. T est conséquent avec lui-même, ses positions sont connues et l'accord conclu avec le RND l'a été en toute transparence.» Aussi dit-elle «s'étonner de la réaction de M. Belkadem».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'accord passé entre le PT et le RND a occupé une bonne partie de l'intervention de Louisa Hannoune, à l'occasion de l'ouverture des travaux de la session ordinaire du comité central de son parti. Saisissant cette opportunité, elle s'est interrogée sur les derniers propos publics du secrétaire général du FLN, selon lesquels le PT est un «parti vieillissant».

Pour elle, «il s'agit d'une réaction

incompréhensible», ajoutant que depuis peu de temps, «notre parti fait face à des intimidations et des pressions sont exercées sur lui, d'où notre interrogation de savoir si ce n'est pas Belkhadem qui a donné des instructions en ce sens».

La secrétaire générale du Parti des travailleurs incombe cette sortie «surprenante» d'Abdelaziz Belkhadem au contrat passé entre son parti et celui d'Ahmed Ouyahia. «Il y a un match de football qui se dispute entre deux équipes. On va attendre la fin de la partie pour connaître le vainqueur et le soutenir après. Là, on va nous accuser d'opportunisme.

Or, ce n'est nullement le cas. Nous avons choisi notre camp. Celui de la résistance et du changement pour le bien-être social et économique de notre pays», a argué Louisa Hanoune. Et d'ajouter : «On n'est nullement contre le FLN en tant

que parti ou contre ses idées. Je porte à votre connaissance que nous avons contracté des alliances avec celui-ci au niveau de la base, ici même à Alger, sans que sa direction nationale soit impliquée. Mais il faut que M. Belkhadem sache que le temps de l'hégémonie est révolu. Toutes ces agressions et intimidations enregistrées ici et là contre nos responsables et notre parti ne sont pas fortuites.

L'attitude de M. Belkhadem me fait rappeler l'attitude adoptée par l'Egypte au lendemain de la victoire footballistique de l'Algérie au Soudan. Puisqu'ils sont l'Egypte, on devrait donc laisser Oum Dounia nous battre pour aller au Mondial. Ce n'est pas normal tout cela. M. Belkhadem doit savoir que nos positions et nos actions sont conformes à notre démarche dans tous les domaines.

Au PT, nous sommes consé-

quents avec nous-mêmes.» La secrétaire général du Parti des travailleurs a porté à la connaissance de l'assistance qu'«au lendemain de son retour des Lieux Saints de l'Islam, M. Belkhadem s'est rendu à notre siège pour un autre but, pas celui lié aux sénatoriales. Et notre contrat avec le RND est basé sur un dénominateur commun, celui de la défense des intérêts sociaux et économiques de notre pays».

A ce propos, elle rappelle les tentatives et autres pressions pour «revisiter certaines dispositions de la loi de finances complémentaire 2009, dont notamment la remise en cause de la disposition 51/49 relative aux prises de participation dans les capitaux des entreprises nationales». A ce propos, Louisa Hanoune dira partager pleinement la position de l'UGTA, telle qu'exprimée par la voix de son secrétaire général, et s'opposer à la révision de cette loi. La

conférencière ne cite pas sa source, mais elle laisse entendre que l'idée a été avancée lors des travaux du comité central du FLN, dans la perspective de son prochain congrès. «Les pressions sont encore là. Sinon, comment expliquer les propos tenus dernièrement par la présidente du Medef, qui s'est permis de dire qu'on lui avait promis la relance du processus de privatisation des entreprises publiques ?»

Louisa Hanoune est catégorique. Les enjeux sont très importants. Selon elle, «il y a une ambiance de fin de règne, ce qui explique toutes ces agitations».

Elle a conclu son intervention en indiquant que son parti, en collaboration avec l'UGTA, organisera en 2010 un congrès syndical mondial où seront présents les organisations syndicales africaines et arabe, dont des Palestiniens.

A. B.